

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/W/51/Rev.4

20 octobre 1997

(97-4574)

ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES

Demandes de statut d'observateur au Conseil général

Révision

I. Organisations internationales intergouvernementales auxquelles a été accordé le statut d'observateur¹

Banque mondiale
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
Fonds monétaire international (FMI)
Nations Unies (ONU)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

II. Organisations internationales intergouvernementales dont les demandes de statut d'observateur n'ont pas encore été examinées²

Association européenne de libre-échange (AELE)*
Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)*
Bureau international des textiles et des vêtements (BITV)
Centre du commerce international (CCI)**
Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG)*
Fonds monétaire arabe*
Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP)*
Organisation de l'unité africaine (OUA)
Organisation de la Conférence islamique
Organisation des Etats américains (OEA)*
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
Organisation mondiale de la santé (OMS)
Programme de financement du commerce arabe
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
Secrétariat du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA)*
Système économique latino-américain (SELA)*
Union du Maghreb Arabe
Union internationale des télécommunications (UIT)

¹La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont le statut d'observateur comme le prévoient leurs Accords respectifs avec l'OMC (WT/L/195).

²Les Membres désireux de consulter les communications adressées au Secrétariat par les organisations internationales intergouvernementales sont invités à s'adresser à la Division du Conseil, bureau 2025.

*Observateur au Conseil du GATT de 1947.

**Le CCI est géré conjointement par l'OMC et la CNUCED, celle-ci agissant au nom des Nations Unies.